

## DRÔME ET ARDÈCHE



Christophe Servent, éleveur crestois, comptabilise le nombre de bêtes mortes après une troisième nuit consécutive d'attaque de loups dans son exploitation. Photo Le DL/J.C.

## Attaques de loups : la détresse des éleveurs ovins drômois

■ **DRÔME.** La présence de meutes de loups à demeure dans la Drôme et la multiplication des attaques ébranlent le modèle d'élevage pastoral. « Vous voulez des chiffres ? Je vais vous les donner, s'empare d'emblée Frédéric Gontard, président de la Fédération ovine de la Drôme. Depuis le début de l'année, on a eu 51 victimes du loup alors qu'en 2021, on était à 6 [sur la même période]... Ce n'est plus possible ! » Alors qu'un loup a été abattu à Crest dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 février, après qu'il a attaqué un troupeau à trois reprises causant la mort de 21 bêtes, et que la prédation n'a jamais été aussi forte depuis cinq ans, le président des éleveurs drômois peine à contenir sa colère. Au-delà des difficultés économiques que la profession peut rencontrer, au-delà de la fragilité des exploitations, c'est la survie même des troupeaux, face aux attaques incessantes des prédateurs, qui est aujourd'hui en question.

Frédéric Gontard demande en urgence une « simplification des procédures » de tir contre le loup car « la cohabitation est totalement impossi-

ble ». Mais alors, quelle est la solution pour stopper ces attaques à répétition ? « Il faut que les lieutenants de louveterie puissent sortir plus régulièrement pour faire des rondes et protéger les troupeaux. »

### « À côté des vidéos de L214, c'est du pipi de chat »

L'éleveur du sud Drôme regrette que « les citoyens soient coupés de la réalité » et avoue, tout de go, que « c'est une bonne chose que le loup se rapproche des villes. Cela veut dire que les troupeaux en montagne sont mieux protégés. » Frédéric Gontard y voit aussi une façon de changer l'opinion publique. « Vous verrez, elle basculera quand une personne qui promène son chien dans son lotissement va se le faire bouffer par un loup... Aujourd'hui, il s'en prend même aux chevaux. Bien évidemment, on partage leur désarroi mais nous, éleveurs, cela fait vingt ans que l'on ramasse nos bêtes le ventre en l'air et les boyaux éparpillés. Je vous promets qu'à côté des vidéos de L214 (une association de défense des animaux, NDLR), c'est du pipi de chat. »

Julien COMBELLES

### SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX

# « La renaissance du nucléaire » profitera-t-elle à Tricastin ?

Le chef de l'État a réaffirmé, jeudi 10 février, sa volonté de relancer la filière nucléaire française. Outre la construction de réacteurs de nouvelle génération, il a, pour la première fois, évoqué la possibilité de prolonger les centrales existantes au-delà de 50 ans.

Devant de très imposants diesels d'ultime secours hauts de 25 mètres, construits après la catastrophe de Fukushima (Japon) en 2011, le patron d'EDF rappelait, le 7 octobre dernier, les milliards d'euros investis dans les centrales nucléaires existantes exploitées par l'énergéticien. Notamment 1,6 milliard à Tricastin. L'objectif clairement affiché ce jour-là par Jean-Bernard Lévy, qui servait de guide à une délégation d'élus sur le site nucléaire drômois, basé à Saint-Paul-Trois-Châteaux : prolonger la durée de vie des réacteurs au moins jusqu'à « 60 ans ».

Ce que le président de la République, Emmanuel Macron, a confirmé pour la première fois, jeudi 10 février à Belfort (*Le Dauphiné libéré* du 11 février), en demandant à EDF d'étudier avec le gendarme du nucléaire la prolongation des centrales au-delà de 50 ans. Selon Ludovic Bertin, président du syndicat CFE énergie Tricastin Provence, interrogé par *Le Dauphiné libéré*, ce scénario est tout à fait réaliste : « Contrairement à ce que disent des antinucléaires, un réacteur ancien ne veut pas dire qu'il est plus dan-



Lors de la quatrième visite décennale du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire du Tricastin (qui en compte quatre), en juin 2019, pour passer le cap des 40 ans. Archives photo Le DL/Fabrice ANTÉRION

gereux, au contraire. À part l'enceinte du réacteur et la cuve, tout peut être changé et modifié. Et tous les dix ans, on re-élève le niveau de sûreté. » Il cite l'exemple des États-Unis où les réacteurs fonctionnent au moins jusqu'à 60 ans avec même des hypothèses à 80 ans.

### « Après les paroles, nous attendons les actes »

Pour le responsable syndical, le discours d'Emmanuel Macron va dans le bon sens. « C'est un modèle défendu par la CFE énergie depuis des années. Si on souhaite atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, il faut

électrifier au maximum les usages, comme le transport et le chauffage. Il faut alors un socle nucléaire important, car, si l'énergie renouvelable est nécessaire, elle est intermittente », insiste Ludovic Bertin. Tout en demeurant prudent : « Après les paroles, nous attendons les actes. »

Pour Célia de Lavergne, députée LREM de la 3<sup>e</sup> circonscription de la Drôme, il ne faut surtout pas répéter « l'erreur de Fessenheim », plus vieille centrale française située dans le Haut-Rhin, définitivement débranchée du circuit en 2020. La parlementaire se félicite de cet-

te relance du nucléaire après « 15 à 20 ans de sous-investissements » dans cette filière. « Il ne faut plus de fermeture de type Fessenheim pour garder notre capacité de production. »

À deux mois de l'élection présidentielle, Marie-Pierre Mouton, présidente LR du Département de la Drôme, n'hésite pas à égratigner le président sortant : « Les déclarations d'Emmanuel Macron sont à la fois un reniement de ses positions tenues depuis cinq ans et un ralliement aux propositions de Valérie Pécresse (candidate LR à la présidentielle qu'elle soutient, NDLR). » Avant de souli-

gner : « L'excellence de la filière française est un atout majeur pour la France, son indépendance énergétique, sa réindustrialisation, la lutte contre le réchauffement climatique et un prix maîtrisé de l'électricité. » Des arguments qu'avance également Célia de Lavergne. Les élus drômois font front commun, avec leurs collègues du territoire, pour que deux réacteurs de nouvelle génération de type EPR soient implantés à Tricastin (lire par ailleurs). Sur ce dossier, elles assurent que la mobilisation est « transpartisane ».

Robin CHARBONNIER

## La bataille pour obtenir des réacteurs de nouvelle génération dans la Drôme

Le chef de l'État a confirmé, jeudi, que six réacteurs de nouvelle génération de type EPR 2 vont être construits d'ici 2050. Huit autres pourraient être envisagés par la suite.

3<sup>e</sup> circonscription de la Drôme. « Je reste convaincue que l'accueil des deux EPR en Tricastin est une formidable chance pour le territoire », complète Marie-Pierre Mouton, présidente LR

### L'INFO EN +

#### Les chiffres-clés du nucléaire dans la Drôme

Dans la Drôme, la centrale nucléaire du Tricastin (Saint-Paul-Trois-Châteaux), possède quatre réacteurs de 900 mégawatts qui fonctionnent depuis 1980-1981. En 2021, elle a produit 23,79 TWh (térawatts/heure) d'électricité, ce qui couvre les besoins de près de 5,2 millions de foyers français pour une année. Selon les derniers chiffres de l'Insee, la centrale génère « 2770 emplois directs, indirects ou induits, source de revenus pour 7340

NOUVEAU OFFRE

né